PROCES VERBAL de la REUNION du CONSEIL MUNICIPAL
du 19 décembre 2022

L'an deux mil vingt-deux, le 19 décembre, à vingt heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la salle communale sous la présidence de Mr LE BLANC Christian, Maire.

Présents : Mr LE BLANC Christian, Maire, Mme PORTIER Françoise, 1ère Adjointe, Mr JOSSET Antoine, 2ème Adjoint, Mme FAGNOT Cendrine, 3ème adjointe, MM., PANNETIER Stéphane, RICHARD Guy, TELLIER Adrien, Mme ADET Florence

Excusé : LEVEILLÉ David

Mme Florence ADET a été désignée secrétaire de séance.

DELIBERATION N° 2022/63 :

PERSONNEL COMMUNAL : Adhésion au contrat groupe de couverture des risques statutaires –

Le Maire expose :

Les dispositions statutaires (notamment l'article L822-27 du code général de la fonction publique) applicables aux fonctionnaires territoriaux affiliés à la CNRACL confèrent à ces derniers des droits au maintien de tout ou partie de leur traitement en cas de maladie, maternité, accident du travail ainsi qu'au versement d'un capital décès. Les agents relevant de l'IRCANTEC (titulaires non affiliés à la CNRACL et contractuels) bénéficient également, sous certaines conditions, d'un régime de protection sociale dérogatoire de droit commun (notamment les articles 7 à 13 décret n°88-145 du 15 février 1988).

Afin d'éviter que ces dépenses obligatoires ne soient supportées par la collectivité employeur, il est recommandé de souscrire une assurance spécifique couvrant ces risques statutaires.

Les contrats d'assurance sont soumis au code de la commande publique. Le Centre de Gestion de la Mayenne mandataire des collectivités, a conclu sur le fondement d'une procédure avec négociation (articles L. 2124-3 et R. 2124-3 du code de la commande publique) avec Siaci-Saint-Honoré et Groupama, un contrat groupe

« Assurance des risques statutaires » par capitalisation et d'une durée de 4 ans (du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2026). Ainsi toute collectivité ou établissement public rattaché peut y adhérer avec faculté de résiliation annuelle sous réserve de respecter un préavis de 4 mois.

Le contrat entraîne des frais de gestion de 6 % du montant de la prime versée à l'assureur auprès du Cdg 53.

I – Le Maire propose de souscrire pour le personnel de la collectivité (l'établissement), au 1^{er} janvier 2023, les garanties telles que définies dans le contrat groupe et aux conditions suivantes :

I-1 Pour les agents affiliés à la CNRACL

La couverture retenue est une garantie tous risques (maladie ordinaire, longue maladie, maladie longue durée, maternité, paternité, adoption, CITIS (accidents et maladies imputables au service) et décès, temps partiel thérapeutique, mise en disponibilité d'office pour maladie, allocation d'invalidité temporaire), à prise d'effet au 1^{er} janvier 2023.

- 2 types de franchise sont proposées en maladie ordinaire : 15 jours ou 30 jours
- 2 types distincts de couverture pour les indemnités journalières : 80% ou 100%

Le Conseil municipal retient :

➔ **En tant que collectivités employant au maximum 19 agents affiliés à la CNRACL :**

- **Taux 1⁽¹⁾ : 7,90 %** (hors frais de gestion du CDG 53)

Franchise de 15 jours fermes en arrêt maladie ordinaire

Prise en charge des indemnités journalières à 100 %

I-2 Pour les agents affiliés à l'IRCANTEC

La couverture retenue est également une garantie tous risques (maladie ordinaire, grave maladie, maternité, paternité et accident du travail et maladie professionnelle), à prise d'effet au 1^{er} janvier 2023.

Le Conseil municipal retient :

- **Le taux de 1,40 %** (hors frais de gestion), avec une franchise de quinze (15) jours en maladie ordinaire.

Il décide de prendre les options suivantes : ⁽²⁾

- **Couverture Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI),**
- **Couverture du Supplément Familial de Traitement (SFT),**
- **Couverture des charges patronales, soit pourcentage retenu 35 %.**

L'assiette des cotisations s'applique aux garanties souscrites. Elle comprend le traitement indiciaire brut annuel et les options retenues par la collectivité.

II- Le Maire confie au Centre de Gestion de la Mayenne, par voie de convention, la gestion dudit contrat au taux de 6 % du montant de la prime payée à l'assureur.

⇒ Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- ⇒ - adopte les propositions ci-dessus,
- ⇒ - inscrit au budget les sommes nécessaires à la mise en place de cette délibération,
- ⇒ - autorise le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

DELIBERATION N° 2022/65 :

VOIRIE : Installation de buses pour éviter les inondations dans le bas du bourg –

Afin d'éviter les inondations par eaux pluviales affectant la propriété de M. et Mme GOURDIN sise au 7 rue de l'Erve, cadastrée sous le n° C 652, M. le Maire demandera l'accord des propriétaires pour la constitution d'une servitude de passage en tréfonds sur leur propriété. Ils devront s'engager à maintenir, à tout moment, le libre accès à l'ouvrage. En contrepartie, la commune s'engagera à remettre les lieux en état à l'issue des travaux et à reconnaître à M. et Mme GOURDIN le droit d'être indemnisés d'une somme globale et forfaitaire de mille euros. Elle fera son affaire personnelle des dégâts qui pourraient être causés dans la propriété lors de l'exécution de ces travaux. Elle supportera la charge de l'entretien et de la réparation des canalisations.

Vu le Code Général des collectivités territoriales et le rapport ci-dessus,

Le Conseil Municipal, après délibération :

- ⇒ approuve la convention de servitude de passage de canalisations d'eaux pluviales et d'eaux pluviales sur la parcelle C 652 appartenant à M. et Mme GOURDIN
- ⇒ donne son accord pour la prise en charge des travaux à hauteur de 800 € TTC et pour imputer cette dépense d'investissement à l'article 2151
- ⇒ habilite le Maire à signer cette convention et tous documents se rapportant au dossier.

VOIRIE : Interventions dans l'allée du cimetière -

- Projet d'installation d'un portail et de modification de l'implantation d'une gouttière

Le conseil répond favorablement à la demande de modification d'une gouttière. La commission travaux se rendra sur place pour définir le positionnement du portail.

- Abattage d'un sapin

La commission environnement se rendra sur place pour cadrer les modalités d'abattage du sapin.

DELIBERATION N° 2022/64 :

GITE COMMUNAL : Utilisation du livret d'accueil proposé par Gîtes de France –

Le service « Livret d'accueil » des Gîtes de France permet aux propriétaires d'un gîte labellisé de disposer d'une interface permettant de créer et gérer, en toute autonomie, un livret qui centralise les informations relatives à l'hébergement de façon à accompagner les voyageurs dans l'organisation de leur séjour. Le livret ainsi réalisé pouvant au choix être imprimé ou consulté en ligne par les locataires.

Le Conseil Municipal, après délibération :

- ⇒ décide de souscrire au service « Livret d'accueil » proposé par Gîtes de France ;
- ⇒ habilite le Maire à signer cette convention et tous documents se rapportant au dossier.

ECOLE : Devenir du RPI –

Dans la continuité des échanges destinés à cadrer le projet de RPI à 3 classes, il est fait état de la proposition du Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale (DASEN) de fermer l'école de Saint-Pierre-sur-Erve. Une réunion du DASEN et de tous les conseillers municipaux sera organisée fin janvier.

DELIBERATION N° 2022/66 :

BIENS COMMUNAUX : Demande de financement auprès de la Fondation de la Sauvegarde de l'Art Français –

Suite à l'épisode de tempête et de grêle survenu le 20 mai 2022, de nombreux bâtiments et biens communaux ont subi de lourds dégâts, au premier rang desquels l'église romane Saint-Pierre. Pour contribuer à la restauration des dommages subis par cet édifice (couvertures, vitraux et horloge) estimés au global à 64 572,34 € HT, notre commune souhaite solliciter une aide financière auprès de la Fondation de la Sauvegarde de l'Art Français.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide :

- ⇒ de solliciter une subvention pour aider au financement de ces projets auprès de la Fondation de la Sauvegarde de l'Art Français;
- ⇒ d'autoriser le Maire à élaborer les dossiers correspondants et à signer les documents s'y rapportant.

BIENS COMMUNAUX : Prise de contact avec un architecte pour le projet d'extension de la salle communale -

Le projet d'installation d'un chauffage par géothermie pour les logements situés Place de l'Eglise nécessite la création d'une chaufferie pour accueillir l'ensemble des équipements. Il a été décidé d'utiliser le volume de l'actuelle cuisine pour cette implantation. Jugée petite et peu ergonomique, elle sera avantageusement remplacée par une nouvelle cuisine construite en extension sur l'arrière du bâtiment. Des contacts vont être pris avec des architectes afin de cadrer ce projet.

PATRIMOINE : Définition du périmètre qui pourra bénéficier du programme d'aides régionales et de l'abondement financier de la commune –

Un rendez-vous est prévu le 17/01/23 avec le Chef de projets Conservation et partenariats du Service patrimoine de la région et l'architecte conseil des Petites Cités de Caractère en vue de définir le périmètre susceptible de bénéficier des aides « Centres anciens protégés » accordées par la région sur la période 2023-2024. La commune se devant d'abonder sur les dossiers retenus dans le cadre du dispositif, il sera discuté de la possibilité de convenir d'un plafonnement afin de sécuriser les dépenses communales.

TOURISME : Passage des Boucles de la Mayenne en mai 2023 –

Le conseil autorise le passage des coureurs des Boucles de la Mayenne dans la commune le samedi 27 mai 2023 dans le cadre de l'étape 2 allant de Renault Saint-Berthevin à Meslay-du-Maine.

QUESTIONS DIVERSES :

- Entretien des gouttières de l'école

Une demande a été transmise au service technique pour nettoyer les gouttières de l'école et de la cantine.

- Information sur le dossier DETR

Le maire présente au conseil le dossier de demande de Dotation de l'Etat pour les Territoires Ruraux (DETR) afin de participer au financement de la réparation des bâtiments communaux et de l'église abîmés suite au sinistre par tempête et grêle du 20 mai 2022.

- Rénovation des toitures

Le conseil autorise le maire à signer les devis permettant d'engager les réparations des toitures abîmées suite à la grêle du 20 mai 2022.

- Mise en place des panneaux pour le trail PCC

Le projet de trail des Petites Cités de Caractère (PCC) entre Sainte-Suzanne-et-Chammes, Saulges et Saint-Pierre-sur-Erve entre dans sa phase opérationnelle. Un rendez-vous est prévu le mercredi 21 décembre avec la référente prestataires touristiques et randonnée de l'office de tourisme de Sainte-Suzanne - Les Coëvrons afin de définir l'emplacement d'un panneau panoramique.

- Réunion avec la préfecture pour les coupures d'électricité

Cet hiver, des coupures d'électricité pourraient être planifiées et mises en œuvre en dernier recours, lorsque tous les leviers disponibles auront été activés et que les économies d'électricité auront été insuffisantes. Si elles doivent être déclenchées, les coupures d'électricité auront lieu en semaine, de 8h à 13h puis de 18h à 20h, ces plages horaires correspondant aux pointes de consommation d'électricité. Elles seront géographiquement localisées et d'une durée de 2 heures afin de limiter la gêne occasionnée. La préfecture propose aux communes une réunion d'information sur la mise en œuvre de ce dispositif.

- Préparation des vœux

La cérémonie des vœux sera organisée le samedi 21/01/23. Il va être procédé aux invitations.